

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-bis N. 130

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA CINQUANTUNESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 13-15 giugno 2005)

Raccomandazione n. 764
sullo sviluppo della PESD e l'Obiettivo globale 2010
— Risposta alla relazione annuale del Consiglio

Annunziata il 29 luglio 2005

L'Assemblée,

(i) Rappelant la volonté des Etats membres exprimée au Sommet d'Helsinki (1999) « de développer une capacité autonome de décider et, là où l'OTAN en tant que telle n'est pas engagée, de lancer et de conduire des opérations militaires sous la direction de l'Union européenne en réponse à des crises internationales »;

(ii) Constatant avec satisfaction la détermination manifestée par les Etats membres de l'UE dans la Stratégie européenne de sécurité d'être capables de faire face

ensemble aux nouvelles menaces: terrorisme, prolifération des armes de destruction massive, déliquescence des Etats et crime organisé;

(iii) Se réjouissant des efforts de l'UE pour améliorer sans cesse les structures et procédures de gestion de crises (COPS, CMUE, EMUE, etc.) et se doter des capacités militaires nécessaires à l'accomplissement de ses missions;

(iv) Constatant que les missions dites de « Petersberg élargies » que se fixe l'UE dans le projet de Traité constitutionnel

couvrent bien tous les aspects de la gestion des crises : prévention des conflits, gestion de la crise proprement dite et missions post-conflit;

(v) Regrettant que l'article I.41, paragraphe 7 du Traité constitutionnel sur la défense mutuelle ne comporte pas d'engagement contraignant pour les Etats membres;

(vi) Se réjouissant de voir instituer, par ce projet de Traité, une « coopération structurée permanente » entre les Etats membres qui cherchent à disposer de capacités de gestion de crise efficaces pour l'UE en améliorant autonomie et réactivité;

(vii) Constatant avec satisfaction que l'Objectif global 2010 permettra de doter l'UE de la capacité de réagir très rapidement en cas de crise émergente;

(viii) Rappelant cependant que l'UE ne dispose pas d'un état-major d'opérations multinational et permanent qui lui permettrait de réagir dans les délais fixés par l'Objectif global 2010, à savoir prise de décision en cinq jours, déploiement en dix jours;

(ix) Se réjouissant du développement de la Cellule civilo-militaire au sein de l'Etat-major militaire de l'UE, qui permettra d'associer les divers aspects de la gestion d'une crise et de mettre rapidement sur pied un centre d'opérations pour ce type de missions;

(x) Constatant avec satisfaction la volonté de la grande majorité des Etats membres de participer à la mise sur pied des groupements tactiques, mais consciente de la difficulté de disposer de groupements tactiques multinationaux bien entraînés et disponibles en moins de dix jours;

(xi) Constatant la fragmentation des efforts dans le domaine des équipements militaires au sein de l'UE et se réjouissant

de la mise sur pied de l'Agence européenne de défense (AED);

(xii) Constatant que les Etats membres s'évertuent à combler, dans le cadre du Plan d'action européen pour les capacités (PAEC), les lacunes identifiées en matière de capacités militaires en vue de l'accomplissement des missions de l'UE, mais consciente des difficultés qu'ils rencontrent;

(xiii) Prenant note des développements intervenus en ce qui concerne l'Approche globale de la déployabilité;

(xiv) Regrettant l'absence d'une politique industrielle de l'armement au sein de l'UE;

(xv) Se réjouissant des efforts de l'UE pour se doter d'une capacité civile de gestion de crise dans les domaines d'intervention civile, et de la mise en route du processus relatif à l'Objectif global civil à l'horizon 2008;

(xvi) Se félicitant des progrès réalisés à l'UE dans le domaine de la formation relative à la PESD, de nature à promouvoir une culture de sécurité européenne en la matière;

(xvii) Rappelant l'accent mis sur la lutte antiterroriste au sein de l'UE, concrétisée par le Plan d'action contre le terrorisme et l'utilisation de la PESD à cette fin;

(xviii) Constatant avec satisfaction la coopération de l'UE avec l'OTAN (accords « Berlin plus »), avec l'ONU (déclaration conjointe) et avec l'Union africaine lors des crises récentes,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ETATS MEMBRES DE L'UEO

1. A préserver en l'état leur obligation de défense mutuelle dans le cadre du Traité de Bruxelles modifié tant que les Etats membres de l'UE n'auront pas pris un engage-

ment de cette nature dans un futur amendement au Traité constitutionnel;

2. A encourager le Comité militaire de l'UE à rédiger un véritable document sur un concept global de stratégie militaire afin de traduire en capacités militaires la volonté politique de gestion de crises exprimée dans la Stratégie européenne de sécurité et dans l'Objectif global 2010;

3. A se mobiliser au sein de l'UE pour introduire une procédure minimale de vote à la majorité qualifiée dans les processus décisionnels de la PESD afin d'éviter les risques de blocage inhérents à la règle de l'unanimité;

4. A encourager le développement de la Cellule civilo-militaire au sein de l'Etat-major de l'UE et à lui donner les moyens de mettre en place un véritable centre d'opérations;

5. A se concerter pour mettre en place un véritable état-major d'opérations multinational permanent qui serait utilisé dans le cadre de la « coopération structurée permanente » de l'Union européenne;

6. A instaurer une véritable politique du renseignement au sein de la PESD, qui s'appuie sur des capacités spatiales européennes et sur l'utilisation du Centre satellitaire de Torrejón, rendu plus opérationnel;

7. A faire progresser la mise en oeuvre du concept de groupements tactiques de l'UE afin de parvenir en 2007 à la pleine capacité opérationnelle telle qu'elle a été définie dans le cadre de l'Objectif global 2010 et à mettre en place des procédures d'entraînement et des exercices propres aux groupements tactiques;

8. A faire avancer également l'Approche globale de la déployabilité et la mise en place d'une cellule permanente de coordination des mouvements de l'UE dans le cadre de l'EMUE;

9. A participer activement à la nouvelle phase du Plan d'action européen sur les capacités (PAEC) et à mettre à disposition les ressources financières indispensables au développement des programmes d'équipement envisagés pour combler les lacunes capacitaires constatées;

10. A poursuivre la tâche de formation au sein de l'UE dans le domaine de la PESD, notamment en ce qui concerne le collège européen de sécurité et de défense;

11. A favoriser la mise sur pied de l'Agence européenne de défense en la dotant le plus rapidement possible du personnel et des financements nécessaires et en introduisant dans le processus de prise de décision la possibilité de procéder au vote à la majorité qualifiée.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 764
sullo sviluppo della PESD e l'Obiettivo globale 2010
— Risposta alla relazione annuale del Consiglio

L'Assemblea,

(i) Ricordando la volontà degli Stati membri espressa durante il vertice di Helsinki (1999) «di sviluppare una capacità autonoma per decidere e per avviare e condurre, laddove la NATO non sia impegnata in quanto tale, operazioni militari sotto la direzione dell'Unione Europea in risposta a crisi internazionali»;

(ii) Constatando con soddisfazione la determinazione manifestata dagli Stati membri dell'UE nella Strategia europea di sicurezza, di essere in grado di far fronte insieme alle nuove minacce: terrorismo, proliferazione delle armi di distruzione di massa, delinquenza degli Stati e criminalità organizzata;

(iii) Rallegrandosi per gli sforzi dell'UE volti al continuo miglioramento delle strutture e delle procedure di gestione delle crisi (COPS, CMUE, EMUE, ecc.) e a dotarsi delle capacità militari necessarie per la realizzazione delle sue missioni;

(iv) Constatando che le missioni dette «Petersberg allargate», che l'UE include nel progetto di Trattato costituzionale, coprono tutti gli aspetti della gestione delle crisi: prevenzione dei conflitti, gestione della crisi propriamente detta e missioni post-conflitto;

(v) Rammaricandosi che l'articolo I.41, paragrafo 7 del Trattato costituzionale sulla difesa reciproca non comporti un impegno obbligatorio per gli Stati membri;

(vi) Rallegrandosi di vedere che questo progetto di Trattato ha permesso di istituire una «cooperazione strutturata permanente» tra gli Stati membri che cercano di disporre di capacità efficaci di gestione di crisi per l'UE migliorandone l'autonomia e la reattività;

(vii) Constatando con soddisfazione che l'Obiettivo globale 2010 permetterà di dotare la UE di una capacità di reazione rapida in caso di crisi emergente;

(viii) Ricordando, tuttavia, che l'UE non dispone di uno stato-maggiore multinazionale e permanente per condurre operazioni che gli permetterebbe di reagire entro le scadenze fissate dall'Obiettivo globale, vale a dire assunzione di decisioni in cinque giorni e spiegamento in dieci giorni;

(ix) Rallegrandosi dello sviluppo della Cellula civile-militare in seno allo Stato Maggiore militare dell'UE, che permetterà di associare i diversi aspetti della gestione di una crisi e di creare rapidamente un centro operativo per questo tipo di missioni;

(x) Constatando con soddisfazione la volontà della grande maggioranza degli Stati membri di partecipare alla creazione di raggruppamenti tattici, ma consapevole della difficoltà di disporre di raggruppamenti tattici multinazionali con una buona formazione e disponibili in meno di dieci giorni;

(xi) Constatando la frammentazione degli sforzi nel campo dell'equipaggiamento militare in seno all'UE e rallegrandosi per la creazione dell'Agenzia Europea di Difesa (AED);

(xii) Constatando che gli Stati membri si sforzano di colmare, nel quadro del Piano d'Azione Europeo per le Capacità (PAEC), le lacune individuate in materia di capacità militari in vista della realizzazione delle missioni dell'UE e consapevole tuttavia delle difficoltà che essi incontrano;

(xiii) Prendendo nota degli sviluppi in materia di Approccio Globale di Spiegamento;

(xiv) Rammaricandosi per l'assenza di una politica industriale dell'armamento in seno all'UE;

(xv) Rallegrandosi degli sforzi dell'UE per dotarsi di una capacità civile di gestione delle crisi nel campo dell'intervento civile e dell'avviamento del processo relativo all'Obiettivo globale civile con orizzonte 2008;

(xvi) Rallegrandosi dei progressi realizzati in seno all'UE nel campo della formazione relativa alla PESD tali da promuovere una cultura di sicurezza europea in materia;

(xvii) Ricordando l'enfasi posta sulla lotta contro il terrorismo in seno all'UE, concretizzato dal Piano d'azione contro il terrorismo e per l'utilizzo della PESD a tal fine;

(xviii) Constatando con soddisfazione la cooperazione dell'UE con la NATO (accordi di « Berlino più »), con l'ONU (dichiarazione congiunta) e con l'Unione africana durante le recenti crisi;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE GLI STATI MEMBRI DELL'UEO

1. A preservare il loro obbligo di difesa reciproca nel quadro del Trattato di Bruxelles modificato fino a quando gli Stati membri dell'UE non si saranno impegnati per un futuro emendamento del Trattato costituzionale;

2. Ad incoraggiare il Comitato militare dell'UE a redigere un vero e proprio documento su un concetto globale di strategia militare al fine di tradurre in capacità militari la volontà politica di gestione delle crisi espressa nella Stragia europea di sicurezza e nell'Obiettivo globale 2010;

3. A mobilitarsi in seno all'UE per introdurre una procedura minima di votazione a maggioranza qualificata nel processo decisionale della PESD per evitare rischi di blocco inerenti alla regola dell'unanimità;

4. Ad incoraggiare lo sviluppo della Cellula civile-militare in seno allo Stato Maggiore dell'UE e a dotarla dei mezzi per creare un vero e proprio centro operativo;

5. A concentrarsi per creare un vero e proprio Stato Maggiore multinazionale permanente per condurre operazioni che verrebbe utilizzato nel quadro della « cooperazione strutturata permanente » dell'Unione Europea;

6. Ad instaurare una vera e propria politica di informazione in seno alla PESD, che si basi su capacità spaziali europee e sull'utilizzo del Centro satellitare di Torrejón, reso più operativo;

7. A promuovere l'attuazione dei raggruppamenti tattici dell'UE per poter intervenire, entro il 2007, alla piena capacità

operativa come definita nel quadro dell'Obiettivo globale 2010 e a creare procedure formative ed esercitazioni proprie dei raggruppamenti tattici;

8. A fare, inoltre, avanzare l'Approccio globale dello spiegamento e la creazione di una cellula permanente di coordinamento dei movimenti dell'UE nel quadro dell'EMUE;

9. A partecipare attivamente alla nuova fase del Piano d'Azione Europeo sulle Capacità (PAEC) e a mettere a disposizione le risorse finanziarie necessarie allo

sviluppo dei programmi di equipaggiamento previsti per colmare le lacune in materia di capacità;

10. A perseguire l'impegno della formazione in seno all'UE nel campo della PESD, in particolare per ciò che riguarda il collegio europeo di sicurezza e di difesa;

11. A favorire la creazione dell'Agenzia Europea di Difesa dotandola, quanto prima, del personale e delle risorse necessarie ed introducendo, nel processo decisionale, la possibilità di procedere alla votazione a maggioranza qualificata.